

Lorsque salariés de l'atome et opposants au nucléaire se mobilisent autour d'un même problème : le cas de la santé au travail

Cette communication se propose d'interroger les enjeux, les perspectives et les limites des alliances entre salariés de l'industrie nucléaire et opposants au nucléaire en France. Depuis nos recherches respectives, nous avons pu repérer une série de cas, des années 1970 à une période plus récente, où des coopérations entre travailleurs et riverains des installations, chercheurs et journalistes critiques ont conduit à éclairer différents aspects du problème nucléaire, permettant à celui-ci de gagner en généralité et de remonter dans l'espace public. Au cours de ces différentes séquences, forces écologistes, syndicales et sociales ont parfois reconfiguré le cadrage qui oppose l'emploi à l'environnement, la question sociale à celle de l'écologie – lequel semble s'être imposé comme horizon indépassable.

L'objet de cette communication est de revenir sur ces alliances, d'en analyser les conditions de possibilité, les modalités et les effets. Il s'agit plus particulièrement de montrer en quoi le problème de la santé au travail permet cette mobilisation conjointe et participe à la publicisation d'un risque nucléaire socialement partagé. Comment ces alliances se sont-elles constituées ? Autour de quelles activités pratiques ? Qu'est-ce que ces alliances ont fait et font à la critique de la technologie nucléaire ? Tandis que les coalitions antinucléaires exigent l'arrêt (plus ou moins) immédiat du programme électronucléaire, l'émancipation de cette énergie et de son régime technopolitique peut-elle se penser sans les travailleurs ?

Mikaël Chambru, docteur en Sciences de l'information et de la communication

Université Grenoble Alpes / Groupe de recherche sur les enjeux de la communication (Gresec)

&

Marie Ghis Malfilatre, doctorante en sociologie

Ecole des hautes études en sciences sociales / Centre d'étude des mouvements sociaux (CEMS)